

UQAM : encore une maladresse de l'administration

Le moins que l'on puisse dire c'est que l'administration de l'UQAM persévère dans le manque de subtilité, sinon d'élégance. Déjà, juste à la veille du déclenchement de la grève étudiante du printemps, elle avait par le plus grand des hasards décidé de convoquer neuf « leaders » étudiants devant son comité exécutif pour faire face à des sanctions pouvant aller jusqu'à l'expulsion. Toujours par le plus grand des hasards, le ministre de l'Éducation déclarait dans la semaine suivante qu'il serait bien « d'expulser un ou deux étudiants par jours » pour calmer leur ardeur à faire la grève. Certains ont naturellement conclu à un zèle prémonitoire des administrateurs de l'UQAM pour ce qui est de satisfaire les souhaits du ministre.

On vient d'apprendre que dans tous les cas les procédures contre les étudiants visés ont été abandonnées, ou ont mené à des avertissements, sauf pour ce qui est de la seule étudiante qui ait été membre de son Conseil d'administration (CA) et de son Conseil exécutif. Elle est suspendue pour une année. L'UQAM a procédé pendant l'été, espérant peut-être que cela passerait inaperçu et que le tout serait oublié en septembre. On apprend aussi que ce qui était reproché à l'étudiante : des levées de cours. Ces levées de cours ont peut-être été faites de manière un peu trop « enthousiaste » au goût de l'administration, mais elles ne sont certainement pas le fait d'une seule étudiante. Des questions se posent donc sur le fait qu'on semble lui avoir fait jouer le rôle du bouc émissaire, afin de se débarrasser de sa présence au CA.

Déjà l'UQAM avait réussi à écarter le seul autre membre étudiant de son CA, en exploitant pointilleusement une formalité, habituellement appliquée de manière beaucoup plus flexible, pour fermer son dossier étudiant. Nonobstant la légitimité technique de l'administration dans l'utilisation qu'elle a faite de ses règlements pour exclure tous les étudiants de ses hautes instances, il semble un peu machiavélique de le faire à un moment où plusieurs de ses décisions budgétaires sont contestées par les étudiants, les professeurs, les chargés de cours, et les employés de soutien. On se rappellera qu'avant le fiasco de l'Îlot Voyageur, l'administration avait ignoré systématiquement la sonnette d'alarme tirée à répétition par les étudiants et les professeurs au CA. Cherche-t-on cette fois-ci à tout simplement éviter de l'entendre?

François Bergeron, Professeur, Département de Mathématiques, UQAM